

## Un autre monde est-il vraiment possible ?

Gilbert Achcar

La question se pose, bien sûr, et plus que jamais au vu de l'énorme accumulation de problèmes, dont beaucoup semblent difficilement surmontables. Commençons par les dégâts environnementaux qui affectent le monde actuel avec une croissance exponentielle. Le changement climatique ne cesse de s'aggraver. Les températures planétaires sont déjà supérieures de 1,5 degré à celles de l'ère préindustrielle et leur hausse s'accélère avec des conséquences dévastatrices, entraînant une augmentation très nette des phénomènes catastrophiques et stimulant en même temps le développement des épidémies. L'épisode de la Covid-19, première pandémie planétaire depuis la grippe dite espagnole de 1918, a signalé le début du nouvel âge pandémique contre lequel les biologistes n'ont cessé de mettre en garde.

Or, l'usage des énergies fossiles n'a pas cessé de croître, de même que les émissions de gaz carbonique, en raison notamment de la croissance des pays émergents du Sud mondial. Les pays riches ne sauraient leur donner des leçons de morale, étant eux-mêmes responsables de la très grande majorité des émissions depuis l'ère préindustrielle. Il faudrait plutôt qu'ils aident massivement les pays du Sud à se convertir à l'usage des énergies renouvelables, et commencent par en donner l'exemple en menant cette conversion à une vitesse très supérieure à ce qui a été le cas jusqu'aujourd'hui. Il n'en faudrait pas moins pour enrayer le cours actuel qui relève du suicide planétaire, puis en renverser la vapeur. Nous nous mentirions si nous ne reconnaissons pas que les dommages sont déjà irréversibles en bonne partie et, pour le reste, difficilement réversibles.

Il y a ensuite l'aggravation alarmante des tensions internationales : la Nouvelle Guerre

froide enclenchée à l'orée de ce siècle ne cesse de monter en intensité sur fond de guerre en Ukraine et d'escalade de la confrontation autour de Taiwan, en particulier. Cela s'accompagne d'une augmentation vertigineuse des dépenses militaires : en 2023, il a été dépensé 306 dollars US (275 euros) par habitant de la planète, un record qui sera certainement battu en cette année 2024 et risque d'être excédé chaque année tant que la situation actuelle perdure. C'est plus du double de ce qui est consacré à la lutte contre le changement climatique. Nous sommes bien loin des « dividendes de la paix » promis à la fin de la Guerre froide dans la dernière décennie du siècle passé. Cette nouvelle course aux armements s'accompagne d'une multiplication des conflits armés à l'échelle planétaire, avec des conséquences humanitaires extrêmes.

La responsabilité première de ce déplorable état des choses incombe aux États-Unis qui se sont retrouvés en position de seule « hyperpuissance » du monde dans les années 1990, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique. Loin de revenir à l'esprit qui présida au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sous Franklin D. Roosevelt, à la création des Nations unies et au développement des politiques sociales de type keynésien, les États-Unis de Bill Clinton s'engagèrent dans la voie de l'expansion de l'OTAN et de l'extension effrénée du néolibéralisme. Les huit années de l'administration Clinton ont débouché sur un nouveau glissement à droite des États-Unis sous la présidence de George W. Bush, un glissement qui a rebondi après la grande déception de l'ère Obama en touchant à l'extrême avec la présidence de Donald Trump.

Ces politiques ont favorisé le glissement à droite des pouvoirs rivaux de l'hégémonie américaine. La Russie de Vladimir Poutine s'est lancée dans une surenchère prédatrice en réponse à l'invasion de l'Irak par les États-Unis de l'administration Bush, accomplie en violation du droit international et en contournement de l'ONU, ainsi qu'à la nouvelle expansion de l'OTAN vers la frontière russe. Un Poutine glissant inexorablement vers la droite extrême a lancé la Russie dans des interventions militaires prédatrices en Géorgie, Ukraine et Syrie, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine en 2022. Cette dernière invasion a porté les tensions internationales à l'incandescence et la Nouvelle Guerre froide à un niveau équivalent aux pires moments de la Guerre froide des années 1945-1990. Pendant ce temps, la Chine a connu une exacerbation de l'autoritarisme de son régime politique sous Xi Jinping, allant de pair avec une augmentation des tensions autour de Taiwan et en mer de Chine méridionale.

Tout cela s'accompagne d'une effrayante élévation du seuil de tolérance envers les crimes contre l'humanité, et cela au cœur même de la sphère culturelle occidentale qui, jusqu'ici, prétendait y être la plus sensible. Après avoir perpétré les pires de ces crimes dans son entreprise coloniale, puis dans l'entreprise génocidaire du nazisme, l'Occident géopolitique de l'après-guerre s'est targué d'être le dépositaire des leçons tirées de ces horreurs. Néanmoins, après avoir observé presque avec sympathie la destruction de la Tchétchénie dirigée par Vladimir Poutine au tournant du siècle, ce même Occident regarde à présent avec une quasi-indifférence ce que son propre rejeton israélien, dirigé par Benyamin Netanyahu à la tête d'un gouvernement comprenant néofascistes et néonazis, commet contre le peuple palestinien en général, et la population de Gaza en particulier. Jamais une guerre génocidaire, animée d'une telle haine destructrice et meurtrière, n'a été offerte en spectacle au monde entier, « en direct » de surcroît, sans que les États

interviennent énergiquement pour la stopper. Les puissances occidentales, États-Unis au premier chef, n'ont même pas exercé de pression véritable sur le gouvernement israélien afin qu'il lève son blocage de l'aide humanitaire pour Gaza, élément-clé de l'entreprise génocidaire qu'il conduit dans l'enclave.

De la « responsabilité de protéger », intronisée en 2005 par l'Assemblée générale des Nations unies et invoquée en 2011 pour couvrir l'intervention menée par l'OTAN en Libye afin d'imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de ce pays au nom de la protection des civils, de cette fameuse R2P il n'est soudain plus question. L'hypocrisie occidentale, la géométrie variable de l'adhésion aux droits des peuples et aux grands principes humanitaires et la variabilité de l'action qui en résulte en fonction des intérêts matériels et politiques et des complicités des États occidentaux (il n'est qu'à comparer Libye, Syrie, Yémen, Ukraine, Palestine, et Soudan depuis le début du siècle), n'ont jamais été plus flagrantes. Silence, on tue ! À Gaza, les États-Unis, en particulier, sont coupables de bien plus que de non-assistance à peuple en danger. Ils sont directement complices et participants à part entière dans la destruction de Gaza et la décimation de sa population, qui n'aurait pas été possibles sans l'apport continu en armement et financement fourni par Washington.

Il y a ensuite le phénomène mondial de la montée de la radicalisation à droite du champ politique, très peu contrebalancée par une radicalisation symétrique à gauche. Le néofascisme progresse aux quatre coins de la planète : Amérique latine (Argentine et Brésil, notamment) ; États-Unis ; Europe occidentale (Allemagne, France et Italie) ; Europe centrale et Russie ; Moyen-Orient (Israël) ; Inde ; etc. Nous vivons de toute évidence une version actualisée (« néo ») et plus mondialisée de la montée des fascismes dans l'entre-deux-guerres du siècle dernier. Les formes d'exercice et d'accaparement du

pouvoir se sont modifiées en partie et à des degrés divers, mais le contenu idéologique – combinant ultranationalisme, xénophobie, racisme et sexisme – a bien peu changé.

La baisse tendancielle du taux de syndicalisation dans la majorité des pays industrialisés révèle le recul de la conscience de classe devant l'individualisation (atomisation) produite par un demi-siècle de néolibéralisme. L'esprit du temps pousse au remplacement de « tous pour un.e » par « chacun.e pour soi ». Pis encore, l'anomie engendrée par la mutation néolibérale et aggravée par ses crises successives – Grande Récession de 2008, Grand Confinement de 2020, selon les appellations consacrées – a considérablement stimulé les replis identitaires, favorisés par l'idéologie néolibérale comme antidotes à la conscience de classe. La montée planétaire de l'extrême-droite xénophobe – faisant suite à celles des intégrismes depuis les années 1970, et cela dans la quasi-totalité des champs religieux – est en rapport direct avec la transformation réactionnaire des champs culturel et idéologique que le néolibéralisme a menée en même temps qu'il a incité à la subversion rétrograde des acquis économiques et sociaux.

Un demi-siècle de régression néolibérale a entraîné une hausse extraordinaire des inégalités à l'échelle mondiale. La responsabilité directe du néolibéralisme dans cet état de fait a été récemment illustrée par une étude du réseau Oxfam qui a montré qu'au cours de la décennie qui a précédé sa publication, l'inégalité des revenus a augmenté ou plafonné à un niveau élevé dans la majorité des pays récipiendaires de prêts ou d'aides des institutions financières internationales. Les tenants du néolibéralisme se sont vantés de la réduction du nombre de personnes vivant sous le seuil international d'extrême pauvreté en s'en attribuant le mérite, alors qu'en vérité la majeure partie de cette réduction a été due au développement économique fulgurant de la Chine, dont les politiques économiques sont

loin de se conformer au canon néolibéral. En fait, depuis que la grande pauvreté a été quasiment éradiquée en Chine et notamment depuis le Grand Confinement de 2020, les chiffres indiquent une stagnation, voire une augmentation, du nombre des personnes vivant sous le seuil international des 2,15 dollars US, qui atteint aujourd'hui près de 700 millions. Parallèlement, l'inégalité des pays mesurée par le PIB par habitant s'est remise à se creuser après une longue convergence.

Cette nouvelle poussée de paupérisation à l'échelle mondiale, aggravée par le changement climatique et par la multiplication des guerres, a naturellement entraîné de fortes pressions migratoires. Or, le Nord mondial, dont le vieillissement des populations rend indispensable un flux démographique continu en provenance du Sud, réagit à cet état de fait par une montée de la xénophobie, attisée par l'extrême droite et encouragée par des forces « centristes » qui s'y adaptent parce qu'elles y trouvent un exutoire facile au mécontentement engendré par leur politiques d'inspiration néolibérale. Le résultat est la transformation de la Méditerranée en gigantesque cimetière marin et celle de la frontière sud des États-Unis en matérialisation tragique de la coupure planétaire entre Nord et Sud.

Face à ce résultat éminemment régressif d'un demi-siècle de mutation néolibérale, où en est l'altermondialisme ? Dire qu'il se porte mal serait presque un euphémisme. Le grand espoir suscité par la naissance, puis la croissance, du mouvement altermondialiste depuis le tournant du siècle a fait long feu. Le mouvement s'est essoufflé et n'a toujours pas réussi à trouver un second souffle. Son déclin est inséparable de la poussée droitière à l'échelle mondiale, l'un comme l'autre accélérés par la Grande Récession de 2008. Il y a eu pourtant des pics de radicalisation de gauche dans la foulée de la crise – une radicalisation catalysée par l'onde de choc des révoltes du « Printemps arabe » de 2011. Cette radicalisation a même atteint les

principales métropoles impérialistes avec les campagnes de Bernie Sanders aux États-Unis, Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, et Jean-Luc Mélenchon en France.

Mais tandis que la résistance à gauche continue à tenir tant bien que mal en France avec le Nouveau Front populaire, elle s'est considérablement affaiblie dans les autres cas cités. Cet échec de forces de gauche se situant dans une continuité plus ou moins retouchée avec la gauche du XX<sup>e</sup> siècle souligne la nécessité d'un aggiornamento radical, tirant les leçons de la faillite de cette dernière. Un aggiornamento qui réponde à la forte aspiration à des objectifs politiques et modes de fonctionnement organisationnel radicalement démocratiques, et intégrant pleinement les acquis des dimensions de l'émancipation humaine longtemps occultées ou reléguées au deuxième rang, l'émancipation féminine en particulier, outre les acquis de la prise de conscience écologique. En somme, pour qu'un autre monde soit possible, il faudrait d'abord qu'une autre gauche voie le jour.

Mais cette condition nécessaire n'est hélas pas suffisante. Elle ne répond que partiellement à la question du début : un autre monde est-il vraiment possible ? À cette question déterminante, il faut apporter deux réponses en précisant le sens de l'altérité. L'autre, en effet, peut être meilleur, mais il peut aussi être pire. Or, nous voyons se dessiner de plus en plus clairement les contours d'un monde pire encore que celui dans lequel nous vivons à présent. Tous les phénomènes décrits plus haut – auxquels il faut ajouter ce que permettent les nouvelles technologies en matière de surveillance des populations, de contrôle des informations et de manipulation des opinions – nous indiquent un avenir dystopique : un monde orwellien combiné avec un retour à l'enfer social manchestérien étendu à l'ensemble de la planète. Arrêter le glissement vers cet autre monde-là est déjà en soi la principale motivation de l'engagement dans les luttes. Aller à la pêche à la ligne ne signifie plus

s'échapper vers la pratique d'un individualisme hédoniste. Pour filer la métaphore, on constatera que les cours d'eau sont de plus en plus pollués, de même que la faune aquatique.

Il est cependant évident qu'un monde meilleur est possible : les ressources économiques et technologiques de l'humanité ont atteint un niveau tel que le renversement de toutes les tendances décrites ci-dessus est tout à fait à sa portée. S'il est faux de croire que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, comme l'avait affirmé Marx dans une veine hégélienne, on peut toutefois affirmer avec la certitude de l'évidence que cette même humanité cerne les problèmes d'autant mieux qu'elle maîtrise les moyens de les résoudre, en fonction de la progression du savoir. Or, nous avons atteint un degré avancé de connaissance des problèmes auxquels le genre humain est confronté dans la diversité des registres : écologique, médical, pacifiste, développemental, égalitariste et démocratique. Un monde meilleur est certainement possible. Il ne tient qu'à nous de parvenir à mettre fin à la dérive vers le pire et donner un grand coup de barre vers le meilleur.

Gilbert Achcar est professeur d'études du développement et de relations internationales à SOAS, Université de Londres. Dernier ouvrage paru : *La Nouvelle Guerre froide. États-Unis, Russie et Chine, du Kosovo à l'Ukraine* (Éd. Du Croquant, 2023)

Web: [gilbert-achcar.net](http://gilbert-achcar.net) X: @gilbertachcar